

Jura: des pistes face à la pénurie de médecins généralistes

Pour évaluer le besoin de médecins généralistes durant les deux prochaines décennies, le Jura a mandaté en 2021 une étude dont les résultats ont déjà initié plusieurs pistes de réflexion et d'action.



© Julio César Velásquez Mejía /

Pixabay

Quantifier objectivement les besoins en termes de soins de santé primaire et ébaucher des solutions réalistes pour l'avenir : tels sont les objectifs d'une étude lancée en 2021 par les autorités jurassiennes. A travers cette démarche, il s'agissait de mesurer l'ampleur du manque de médecins généralistes dans le canton, afin d'anticiper les besoins pour les vingt prochaines années.

Basée sur la démographie des médecins généralistes actuellement installés en cabinet médical, les résultats de l'étude montrent qu'au niveau cantonal, il serait possible d'accueillir d'emblée entre dix et dix-huit nouveaux médecins, et entre quinze et vingt-quatre jusqu'en 2026.

Par district, l'Ajoie est la mieux pourvue et donc sans besoin notable pour les cinq prochaines années. Le district de Delémont pourrait en revanche accueillir immédiatement entre neuf et treize nouveaux médecins, et entre onze et quinze d'ici à l'année 2026. En ce qui concerne les Franches-Montagnes, c'est entre deux et quatre nouvelles forces qui pourraient être immédiatement nécessaires, et entre trois et cinq jusqu'en 2026.

Les stratégies possibles afin de pallier le besoin sont différentes selon les districts et leur population. Afin d'attirer de nouveaux médecins dans le canton, elles doivent prendre en compte le fait que les nouveaux jeunes praticiens et praticiennes de la génération « millénaire » ont des attentes différentes de celles de leurs aînés. Celles et ceux qui entrent aujourd'hui en activité envisagent par exemple différemment d'avant l'équilibre entre la vie privée et la vie professionnelle. Par conséquent, ils envisagent plus volontiers le travail en réseau et à temps partiel par exemple.

Par sa population suffisante, le district de Delémont pourrait accueillir une structure de type « maison médicale » complémentaire à la médecine libérale déjà en place et à venir. Les autorités jurassiennes se penchent déjà sur le développement de telles structures. Les Franches-Montagnes nécessiteront, quant à elles, un rapide dialogue en réseau englobant les médecins, les pouvoirs publics et la société civile afin d'élaborer un plan d'action consensuel. Enfin, l'Ajoie sera surtout confrontée à un besoin de réflexion stratégique pour définir les actions à mettre en œuvre lors de l'arrêt de la pratique médicale de médecins travaillant de façon isolée en région rurale.

(Source : Canton du Jura)